Espace privé et confort

Les transformations de l'habitat dans une commune rurale du Morbihan
aux 19^e et 20^e siècles

Martine Cocaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1360>

DOI : 10.4000/abpo.1360

ISBN : 978-2-7535-1492-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2003

Pagination : 221-234

ISBN : 978-2-86847-933-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Martine Cocaud, « Espace privé et confort », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-4 | 2003, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1360> ; DOI : 10.4000/abpo.1360

Espace privé et confort

Les transformations de l'habitat dans une commune rurale du Morbihan aux 19^e et 20^e siècles

Martine COCAUD

Maître de conférences d'Histoire contemporaine
CRHISCO, Université Rennes 2 Haute-Bretagne

Les discours concernant le manque de confort des logements ruraux apparaissent à la fin du 19^e siècle, donc près de 70 ans après les premières observations réalisées sur l'habitat urbain par le courant hygiéniste. Ils émanent pour l'essentiel des comptes rendus d'enquêtes officielles et des rapports de médecins. Ces derniers, réfutant l'idée que la vie des ruraux était saine puisqu'ils avaient « le bon air », constatent le manque d'hygiène des maisons rurales dont l'insalubrité et la vétusté se révèlent propices à la diffusion de la tuberculose. Ils affirment que la rénovation des logements est un des facteurs les plus importants de la politique sanitaire rurale¹. Ce point de vue est ensuite renforcé par tous ceux qui craignent l'effondrement de la société rurale : reliant l'exode rural à l'absence de confort domestique, ils sont persuadés que les jeunes filles qui découvrent de nouvelles normes à l'école supportent de plus en plus mal la vétusté des logements et sont tentées de chercher en ville le bonheur domestique.

À partir de 1881, les pouvoirs publics vont s'impliquer dans cette bataille et élaborer une politique du logement. Elle concerne essentiellement les villes ; cependant en 1895, le ministère de l'Instruction publique lance une enquête sur le logement rural. Les premières mesures d'aide financières concernant spécifiquement les ruraux apparaissent avant la première guerre mondiale, lorsqu'en 1908 la loi Ribot cherche à fixer les populations rurales en les aidant à accéder à la propriété par l'intermédiaire de prêts du Crédit foncier. Ces efforts sont poursuivis après 1920 dans le cadre de la reconstruction lorsque des subventions propres à la rénovation rurale sont proposées². Il faudra cependant attendre l'après-

1. COCAUD, Martine, « Le bien-être à la campagne : la maison idéale », *La Maison rurale en pays d'habitat dispersé*, Rennes, PUR, à paraître fin 2003.

2. Pour l'ensemble des textes de loi concernant les politiques du logement rural

guerre pour que des mesures pensées exclusivement pour le monde rural se révèlent vraiment efficaces. Leur effet a été bien sûr variable selon les régions et le type d'agriculture pratiquée puisque des propositions récentes de l'État ou des régions concernant l'installation de salles de bains ou de toilettes montrent qu'une politique d'amélioration se révèle encore nécessaire actuellement.

L'impact de ces discours et de ces aides aux logements dans les campagnes est difficile à mesurer car les initiatives ont été prises par une multitude de petits propriétaires qui ont fait appel à la main-d'œuvre locale. Ces travaux n'ont pas laissé de traces écrites, de plus les dossiers individuels de demandes de subventions ont en large partie disparu des archives. Une « promenade » attentive dans les hameaux accompagnée d'échanges avec les habitants les plus âgés permet cependant de retrouver les traces et la chronologie des améliorations apportées aux maisons depuis le début du 19^e siècle. Cette expérience d'enquête orale sur l'habitat a été faite dans la petite commune de Saint-Nicolas-du-Tertre. Située dans le centre du Morbihan, à la limite des pays de Redon et de Malestroit, à 40 km de la mer, 25 de la sous-préfecture de Redon et 7 de La Gacilly – petite agglomération de 2500 habitants – elle peut paraître représentative des communes rurales autrefois très isolées. Cette zone bocagère recouverte pour plus de la moitié par des landes et des incultes, était reconnue comme très médiocre au début du 20^e siècle. La majorité des fermes avaient une superficie inférieure à 5 ha et étaient exploitées en faire-valoir direct ; seules quelques grandes métairies appartenaient à la noblesse. Les exploitations étaient regroupées en hameaux composés d'une dizaine de maisons. C'est à quelques-uns de ceux-ci que je me suis plus particulièrement intéressée en ne faisant toutefois pas des maisons des objets d'étude en soi – cela a déjà été fait pour plusieurs départements de Bretagne³ – mais en recherchant seulement des signes qui pouvaient être interprétés – et cet avis mériterait sans doute discussion – comme une amélioration du confort. Ce faisant, ce regard qui est une première ébauche d'une enquête à venir ne prétend ni à l'exhaustivité, ni à la représentativité pour l'ensemble de la Bretagne.

Les maisons les plus anciennes

Traditionnellement, une dizaine de maisons réparties en plusieurs « petites rangées » de deux ou trois habitations composaient les hameaux. Ces rangées, bâties perpendiculairement aux voies d'accès, laissaient place sur leur devant à ces cours semi-collectives qui étaient à la fois des lieux de passage mais aussi de stockage, pour les fumiers par exemple. La compa-

voir GUERRAND, Roger-Henri, *Le Logement populaire en France. Sources documentaires et bibliographie (1800-1960)*, Paris, CERA, 1979, 236 p. ; BONVALET, Catherine, BRUN, Jacques et SEGAUD, Marion, *Logement et habitat, bibliographie commentée*, Paris, La documentation française, 2000, 250 p.

3. SIMON, Jean-François, Tiez, *Le paysan breton et sa maison*, Douarnenez, Le Chasse-marée/éditions de l'Estran, 1988, 2 vol.

Figure 1 – Maison de la fin du 18^e siècle, vue d'ensemble

Elle est de belle facture avec des ouvertures plus grandes que la moyenne. L'étable est à gauche. Les bordures des fenêtres et de la porte de la pièce principale sont faites d'ardoises bien taillées, placées de façon asymétrique. Un calice est gravé sur le linteau de la porte de droite.

raison du cadastre napoléonien avec celui de 1930 montre la densification du bâti. Lorsque la population augmentait (1836 : 541 habitants dans la commune, 1876 : 599, 1936 : 661), les constructions suivaient : entre 1830 et 1930, 6 nouvelles maisons ont été construites et 3 ont été agrandies ou modifiées par la transformation d'une étable en demeure. Les nouvelles maisons ont souvent été bâties au début des années 1920 par des parents lorsqu'un de leurs enfants se mariait et s'installait au village. De fait, les recensements ne signalent que très peu de cas de maisonnées composées de plusieurs ménages complets : seuls le veuvage ou un célibat qui perdure incitaient à élargir le groupe parents/enfants, composé souvent de 7 à 10 personnes.

Les maisons les plus anciennes, bâties avant le 19^e siècle, étaient rectangulaires, du type « bloc à terre » : deux murs pignons donnant à la toiture une pente à double versant encadraient deux murs gouttereaux, l'un avec des ouvertures, l'autre – orienté fréquemment au nord – souvent aveugle. Une cheminée était bâtie sur un des murs pignons, et le rez-de-chaussée était surmonté d'un grenier peu élevé auquel on accédait par l'extérieur avec une échelle. Un appentis (remise, soue à cochon) était parfois accolé à un « bout » ou à l'arrière du bâtiment. Les constructions annexes nécessaires à l'exploitation étaient situées en face ou à côté. L'habitation avait deux fonctions : abriter la famille dans une pièce principale et loger les animaux dans l'étable contiguë, simplement séparée par une cloison de

Figure 2 – Maison de la fin du 18^e siècle, détail

Les deux portes ont des linteaux de bois grossièrement taillés et débordant qui ne sont pas alignés. La porte de droite et le fenestreau limité par des pierres donnent sur la partie domestique. Les deux pièces sont séparées par un assemblage de palis.

Figure 3 – Maison de la fin du 18^e siècle, détail

Un appentis est collé perpendiculairement à l'arrière de la maison. Il est éclairé par une porte et un fenestreau. Il pouvait servir de rangement ou bien à abriter les cochons.

Figure 4 – Deux types de cloisons intérieures, fin du 18^e siècle

Les cloisons intérieures sont traditionnellement en bois (à gauche). Mais dans certains cas (à droite), ce sont les pierres d'ardoises debout (palis) qui séparaient la pièce de vie de l'étable. Les interstices étaient comblés en terre. Une sablière s'emboîtait sur le sommet des palis et supportait des poutres. Ce mur, chaulé par la suite, a existé jusque dans les années 1960.

Figure 5 – Maison de la fin du 18^e siècle, cheminée

La première cheminée était située dans la pièce principale jusqu'au début du 19^e siècle. Elle est maintenant située dans la « chaudière », débarras attenant à la maison et elle est toujours en service. On y remarque le chaudron utilisé pour cuire les pommes de terre servant à l'alimentation des cochons

bois ou de palis⁴. La partie réservée à la famille était très simple : une grande pièce sombre le plus souvent éclairée par une porte et une fenêtre – une autre fenêtre était exceptionnelle – et dotée d'une vaste cheminée dont le manteau pouvait être travaillé et le fond creusé d'une ou deux niches pour ranger le sel ou d'autres ingrédients.

Les constructions de la fin du 19^e siècle

Les maisons neuves de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle ont été construites selon un plan rectangulaire identique : une pièce d'habitation jouxtée d'une étable, le tout surmonté d'un ou deux greniers dont l'accès se

Figure 6 – Maison de la fin du 19^e siècle

La façade de la maison située à gauche de l'image, construite à la fin du 19^e siècle, est organisée de façon symétrique. Elle ne comprenait cependant qu'une pièce éclairée par deux fenêtres et une porte, l'étable étant située dans la partie ancienne, à droite du bâtiment. La lucarne du grenier est plus haute et possède un fronton.

faisait toujours par l'extérieur. Seules les maisons de bourg avaient parfois un étage consacré aux chambres, ainsi que des volets ou des gouttières qui n'apparaîtront dans les écarts qu'après la seconde guerre mondiale. Mais une plus grande recherche de symétrie s'exprimait dans la façade : la porte de la pièce d'habitation située au centre de la façade était souvent flanquée de deux fenêtres symétriques. Les maisons étaient un peu plus confortables :

4. Palis : larges dalles de schistes caractéristiques de cette région.

légèrement plus grandes – mais n'étaient-elles pas aussi plus « pleines » puisque la population augmentait ? –, plus claires grâce aux deux ouvertures, elles étaient fréquemment équipées d'un évier de pierre placé sous une fenêtre. La construction présentait également de meilleures finitions : les portes et fenêtres étaient plus grandes et plus régulières. Leurs linteaux étaient alignés, et les encadrements étaient construits méticuleusement avec de belles pierres de schistes de taille égale ; auparavant les linteaux étaient faits de poutres de bois grossièrement taillées et les bordures de fenêtres n'avaient aucune pierre de taille. La porte du grenier fut également agrandie et prit parfois la forme d'une lucarne à fronton. La partition entre l'espace réservé aux humains et celui des animaux devint nette puisqu'un mur maçonné sans porte de communication séparait les deux espaces : il s'agissait soit d'une séparation construite avec la maison, soit d'un ancien mur lorsque la nouvelle maison jouxtait un bâtiment plus ancien.

Toutefois, de nombreux éléments restent semblables à ceux de la période précédente : jusque dans les années 1920, les maisons d'habitation n'avaient qu'une pièce unique et ce n'est qu'à partir des années 1930 que la grande pièce de vie sera coupée en deux par une cloison de bois séparant une salle à manger-cuisine et une chambre. L'amélioration du confort a donc été minime et n'a entraîné aucun changement dans le mode de vie : la proximité pendant le sommeil, les difficultés du ravitaillement en eau, la cuisine dans la cheminée demeurèrent.

Les maisons des années 1930

Une dizaine de maisons nouvelles apparurent alors dans la commune, certains habitants les appellent toujours les « maisons Loucheur » en souvenir de la loi qui a permis leur construction. Cette loi, votée en 1928 mais dont l'impact se prolongera jusqu'en 1938, eut apparemment des incidences jusque dans les villages reculés du Morbihan, alors que d'autres mesures, votées après la guerre de 14-18⁵ étaient restées sans effet.

Ces maisons furent construites à partir du plan traditionnel mais en introduisant une symétrie autour de la porte centrale et en l'agrandissant par l'introduction de deux greniers surmontant la partie habitable. Par contre les matériaux différaient : pour les encadrements, l'ardoise fut délaissée au profit de la brique ou de la brique mâchefer moulée sur le modèle des pierres de taille.

Deux pièces – une chambre et une salle – deviennent la norme. Séparés par une cloison de planches, ces espaces communiquent le plus souvent car les corridors élevés construits en planches sont rares. De même la présence de l'évier se généralise : situé sous la fenêtre de la salle il est rarement relié à une arrivée d'eau, mais il permet généralement l'écoulement des eaux usées. Une autre nouveauté : le plancher en bois remplace dans toute la mai-

5. Depuis 1920, des prêts à 3 % étaient consentis par le Crédit Agricole.

Figure 7 – Une maison des années 1930

La façade présente une symétrie totale. La fenêtre de gauche éclaire une chambre, celle de droite ainsi que la porte correspond à la salle. Avant la guerre cette maison abritait neuf personnes.

Figure 8 – Une maison « Loucheur », extérieur

Cette maison est dite maison « Loucheur » par les voisins. Les entourages des ouvertures sont en briques et ciment. La partie inférieure du mur est composée de moellons préfabriqués. Le pas de la porte est précédé d'un petit trottoir. La partie gauche est une ancienne habitation du 18^e siècle transformée en étable : la fenêtre est beaucoup plus petite que celles de la maison actuelle.

Figure 9 – Une maison du début du 20^e siècle, aménagement intérieur

Cette maison a été construite au début du 20^e siècle et l'intérieur a subi peu de modifications depuis. Une cloison de bois que l'on distingue à gauche de l'armoire sépare la cuisine de la chambre qui contient 3 lits et une armoire. La pièce principale accueille un lit, une grosse et une petite armoire, une horloge située près de la cheminée. Un évier et une cuisinière y ont été installés à la fin des années 1960.

son le sol en terre battue. La maison prend donc un aspect extérieur plus moderne, notamment grâce aux nouveaux matériaux et au plan plus régulier. Elle est également un peu plus vaste, tout en demeurant de dimension modeste pour des familles qui sont encore grandes dans les années 1930. Le confort augmente peu : les toilettes, la salle d'eau n'étaient toujours pas à l'ordre du jour. Il est vrai que la commune ne bénéficiait pas alors des nouveaux équipements que sont l'adduction d'eau et l'électricité.

Les grands équipements

Le ravitaillement en eau a toujours constitué un problème car la commune de Saint-Nicolas-du-Tertre compte peu de sources régulièrement alimentées ; dans le lieu-dit de la Bridelaie par exemple, la seule source qui alimentait une fontaine et un lavoir se situait à 1 km des habitations : pour la consommation de la famille, tous les matins les femmes y venaient chercher l'eau avec des seaux qu'elles déposaient ensuite dans la cuisine ou dans la chaudière et dans lesquels les enfants assoiffés puisaient à l'aide d'une louche. L'eau était donc économisée, et jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, en l'absence quasi générale d'évier, la vaisselle se faisait dans une bassine posée sur un coin de la table. Pour la consommation animale, les hommes allaient en charrette remplir des tonneaux d'eau. Les puits sont apparus très tard dans les hameaux : en 1945, au village de la Bridelaie, il n'y en avait que trois (dont un non permanent) pour une quinzaine de maisons. En 1937, est installée la première pompe montée sur une réserve d'eau de pluie. Trois autres puits ont été creusés après la guerre. Ces initiatives, qui ne paraissent pas coordonnées, correspondaient à un petit enrichissement de quelques propriétaires qui décidaient de rendre plus facile la corvée d'eau. Ces difficultés étaient générales et concernaient également le bourg puisqu'en 1930, le conseil municipal déclare

« qu'il faudrait obtenir que l'approvisionnement en eau potable fut assuré à l'école par le forage d'un puits ou l'aménagement d'une citerne. Les institutrices doivent actuellement chercher l'eau à une fontaine éloignée de 500 mètres par un chemin accidenté et glissant ⁶ ».

L'intérêt pour la commune d'avoir une adduction d'eau potable fut discuté en conseil municipal au début des années 1930, mais en 1940, le maire rappela que « nous avons demandé deux choses : l'eau potable et la remise en état de chemins ruraux », prouvant ainsi que si la conscience du manque était devenue criante, le problème était loin d'être résolu. Ce n'est qu'en 1964, après que la commune ait adhéré à un syndicat intercommunal pour la gestion de l'eau, que les installations se généralisèrent, permettant l'installation de toilettes et de salles d'eau. Toutefois l'enthousiasme ne fut pas général : dans le village de la Bridelaie, si une vieille dame avoue son soulagement lorsqu'elle acheta, dès 1964, avec sa première pension de retrait-

6. Délibérations du conseil municipal de Saint-Nicolas-du-Tertre, 1929.

tée une machine à laver, d'autres habitants, largement majoritaires en nombre, refusèrent cet investissement la première année, pour ne l'accepter qu'un an ou deux ans plus tard.

La commune fut équipée en électricité beaucoup plus précocement : dès 1938, toute la commune, bourg et écarts compris étaient électrifiés. L'usage en restait cependant modéré et chaque maison n'allumait qu'une ou deux lampes. L'équipement ménager électrique n'arrivera qu'après la guerre, la première cuisinière... à bois, arrivant au village en 1935 seulement. Jusqu'alors, toute la cuisine se fait dans la cheminée ou dans le four du village dont la reconstruction sera votée par le conseil municipal en 1938.

Différents types de maisons ont donc coexisté jusqu'en 1970 environ : tous les schémas sont alors présents, de la vieille maison laissée presque en état depuis le début du 19^e siècle à la maison retapée dont l'ancienne étable est devenue une chambre, jusqu'à la maison neuve. De jeunes agriculteurs ont fait alors construire de nouvelles demeures sans type particulier, dont le plan et l'équipement étaient semblables à ceux des villes et ne se « raccrochaient » en rien au type traditionnel. Pendant ces mêmes années, d'autres familles, parfois de la même génération, vivaient encore dans une seule pièce séparée des animaux par une simple cloison de bois. Comment se sont propagées les nouveautés concernant l'habitat ? pourquoi ont-elles été diffusées à des rythmes si différents ?

Deux influences ont été primordiales : celles des autorités d'abord, que l'on repère facilement dans le cadre des grands équipements mais aussi dans celui des constructions. Parfois, c'est le maire qui a eu suffisamment d'autorité sur son conseil, pourtant récalcitrant, pour imposer l'électrification de l'ensemble de la commune, qu'il s'agisse des bourgs ou des écarts. Son rôle primordial explique l'avance de la commune par rapport à ses voisines dont certaines seront électrifiées bien après la Seconde Guerre mondiale. Il en va de même pour l'eau, même si la volonté du conseil aboutit moins vite. Les aides et subventions proposées par l'État n'ont pas été négligeables, comme le prouve le succès de la loi Loucheur. Les premières aides proposées en milieu rural n'ont apparemment pas abouti dans la région, ni beaucoup ailleurs en France semble-t-il ; toutefois la situation change dans les années 1930-1935 et on peut y voir la preuve d'une amélioration du niveau de vie de certains agriculteurs.

Les propositions venues du haut doivent cependant être relayées localement. Les « passeurs de modernité » sont en général des migrants qui ont eu l'occasion de connaître d'autres façons de vivre. Dans le village de La Bridelaie, ce fut d'abord un couple de paysans qui, juste après la première guerre mondiale, avaient travaillé en tant que domestiques près de Saint-Malo. Leurs moyens ne leur permettaient sûrement pas de transformer totalement leur cadre de vie, toutefois ils ouvrirent leurs portes à de nouveaux objets et à de nouvelles façons de vivre : dès 1930, ils achètent une cuisinière à bois et abandonnent la cuisson dans la cheminée de la cuisine, seule celle de la « chaudière » étant utilisée pour cuire la pâtée des cochons.

Ils ont également apporté un nouveau mode alimentaire plus varié qui participera à l'évolution des cultures dans les jardins.

Plus tard, les enfants, nés dans les années 1920 ou 1930 et partis en tant qu'ouvriers ou domestiques dans les grandes villes, ont également favorisé de petits changements. Ils ont été souvent interrogés lorsque des nouveautés se présentaient : en 1938, par exemple, un père agriculteur écrivait à sa jeune fille, domestique à Lyon, pour lui demander son point de vue sur l'intérêt de l'électricité à la maison. Ailleurs, le premier évier branché sur une réserve d'eau courante et équipé d'un chauffe-eau fut installé à la fin des années 1950 par le fils de la maison, électricien à Paris. L'autre paramètre facilitant l'accès au confort est bien sûr l'argent disponible dans les familles. Jusque dans les années cinquante, de nombreuses familles vivant uniquement de l'agriculture ne peuvent envisager de transformer leur habitat ni d'acheter de nouveaux équipements ; ce sont seulement les ménages qui vivaient d'une double activité dont l'une amenait un revenu régulier – c'était le cas du cantonnier par exemple – qui ont pu s'offrir et faire connaître au village quelques petites améliorations dans l'équipement quotidien.

Autant que ce premier regard très localisé permette d'en juger, l'évolution de l'habitat dans les écarts du Morbihan central ne diffère guère de ce que nous savons pour le reste de la Bretagne : on remarque au fil des années des volumes plus grands dont les fonctions sont mieux différenciées, des façades symétriques, des portes et fenêtres plus vastes, des encadrements d'ouvertures mieux faits. Cependant, la périodisation de ces changements révèle un retard non négligeable : par exemple, la symétrie des façades qui apparaît dès la fin du 18^e siècle en Basse-Bretagne, ne devient habituelle qu'à la fin du 19^e en Haute-Bretagne ; de même la séparation totale des espaces réservés aux hommes et aux animaux et la partition chambre/salle ne se généralisent que tardivement. Ces faits, associés à la modestie d'ensemble du bâti, témoignent des difficultés économiques de cette zone aux 19^e et 20^e siècles. On ne retrouve pas trace – ni dans le paysage, ni dans les mémoires – de maisons de terre semblables à celles que les marginaux de Cornouailles ont pu habiter jusqu'au milieu du 20^e siècle, toutefois les maisons sont toutes extrêmement simples dans les villages. Aucun agriculteur ne semble avoir pu faire preuve de sa réussite économique en bâtissant une belle maison car, si l'on excepte le bourg qui abrite une population plus diversifiée, seules quelques métairies nobles possèdent un étage offrant des couchages.

En fait, cette périodisation des changements n'est pas simple car plusieurs modèles coexistent : des maisons récentes en côtoient d'autres qui datent du milieu du 19^e siècle et qui ont été très peu transformées. Certaines habitations, il est vrai peu nombreuses maintenant, n'ont toujours ni toilettes, ni salle de bain, et ce malgré les nombreuses sollicitations institutionnelles. Le confort que l'on considère comme minimal ne fait donc pas l'unanimité et cette résistance pose problème, car elle n'est pas uniquement liée à des difficultés financières. À certains moments, des agriculteurs n'ont-

ils pas refusé ou du moins freiné l'acquisition de certaines nouveautés qui ne paraissent synonymes de bien-être qu'aux yeux des citadins ? Seule une enquête le montrerait ; mais il est certain qu'en matière de confort leurs options furent sélectives. D'une part, l'attrait de la nouveauté ne faisait pas, autrefois, partie de la culture rurale, il fallait compter avec « la routine⁷ », c'est-à-dire avec l'habitude d'un produit ou d'une méthode bien adaptée aux réalités rurales : aller au lavoir laver les grandes pièces de linge par exemple. Ces façons de faire qui faisaient partie des habitudes du monde paysan mais qui étaient jugées par les citadins comme un « stupide entêtement » ont pu ralentir ou faire échec à l'adoption de nouveaux objets, jugés inutiles ou contrariants. De plus, les agriculteurs ont souvent privilégié les innovations qui se révélaient utiles à la fois pour l'habitation et pour l'exploitation. D'ailleurs, au cours de ses nombreux débats concernant la mise en place des grands équipements, le conseil municipal ne justifie leur nécessité que par l'amélioration potentielle de l'agriculture. Jusqu'en 1965, le conseil ne justifiera jamais une de ses décisions par la volonté de rendre la vie plus douce et plus confortable à ses administrés ; ce n'est qu'à partir de 1970 que les préoccupations changent : le conseil commencera alors à discuter loisirs et esthétique des maisons et des jardins.

(Toutes les photographies qui illustrent cet article ont été prises dans le hameau de la Bridelaie [c^{ne} de Saint-Nicolas-du-Tertre, arr. Redon, dép. du Morbihan]. Clichés : Martine Cocaud, juin 2003.)

7. Cette notion de « routine » a été empruntée à Jean-Michel Boehler. En analysant les résistances que la paysannerie alsacienne au 18^e siècle a opposé aux discours agronomique, il démontre que la routine peut être perçue de façon positive comme étant le fruit de l'adaptation et de l'expérience, BOEHLER, Jean-Michel, « Tradition et innovation en Alsace », *Histoire et sociétés rurales*, 1998, p. 85-99.

RÉSUMÉ

La politique de rénovation de l'habitat mise en œuvre par le gouvernement à la fin du 19^e siècle a été lente à démarrer dans les campagnes.

Il faut attendre la loi Loucheur (1928) pour que se construisent quelques maisons plus modernes et ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que l'habitat se modernise vraiment dans les campagnes de Bretagne.

Une enquête orale réalisée auprès des habitants les plus âgés d'une petite commune du Morbihan, doublée d'un travail de repérage photographique, permet de préciser les étapes et les formes de cette amélioration de l'habitat rural.

ABSTRACT

The policy of housing restoration the government began at the end of the 19th century was slow to start in the countryside.

After the law "Loucheur" (1928), some more modern dwelling have been built but it is only after the second world war the housing is really modernized in the countryside of Brittany.

An oral investigation had been carried out near the oldest inhabitants of a small commune of Morbihan; it has been completed by a photographic work to register old houses. This makes it possible to specify the stages and the forms of this improvement of the rural settlement.